

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1518

[C – 2009/31216]

19 MARS 2009. — Arrêté modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés tel que modifié - 2e lecture

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié, notamment les articles 36, 37, 38, 64 et 70;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés tel que modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française des 28 novembre 2002, 1^{er} avril 2004, 14 juillet 2005, 22 septembre 2005, 24 novembre 2006 et 21 novembre 2007;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 10 décembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 16 décembre 2008;

Vu l'accord du membre du Collège en charge du budget;

Vu l'avis n° 45.880/4 du Conseil d'Etat donné le 18 février 2009, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées;

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Art. 2. L'article 5, point 17 de l'arrêté du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés est remplacé par la disposition suivante :

« 17. se soumettre aux visites et aux contrôles coordonnés par l'administration et fournir à celle-ci tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle ».

Art. 3. L'article 6, points 6 et 11 de l'arrêté du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés tel que modifié, est remplacé par la disposition suivante :

« 6. une copie des actes relatifs à la nomination du délégué à la représentation et du délégué à la gestion journalière »;

« 11. une copie du contrat en matière d'assurance « responsabilité civile » pour les membres de ce personnel, y compris pour les personnes bénévoles, ainsi que pour les personnes handicapées accueillies ou hébergées ».

Art. 4. L'article 32, point 3 du même arrêté est complété comme suit :

« Si lors de l'engagement d'un nouveau travailleur au sein de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, l'ancienneté moyenne de cette équipe au sein du centre déterminée, en fonction des équivalents temps plein subventionnés, la veille de l'engagement de ce nouveau travailleur est supérieure à 10 ans, la subvention pour frais de personnel de ce celui-ci est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 5 années d'ancienneté maximum. Si ce nouveau travailleur exerce une fonction de chef-éducateur, d'éducateur chef de groupe ou de licencié en psychologie, la subvention pour frais de personnel est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 10 années d'ancienneté maximum.

On entend par nouveau travailleur, une personne dont les prestations dans le cadre de son contrat de travail précédent n'ont pas été effectuées dans un centre, une entreprise ou un service agréé dans le cadre du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

La subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem » est attribuée sur le même volume de travail que celui qu'il prestait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un trois – quart ou d'un temps plein à un mi-temps, n'est pas pris en considération.

Sont considérées comme dépenses admissibles de la subvention pour frais de personnel d'un travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem » :

— les frais liés au travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem »;

— les frais liés au travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations à un mi-temps dans le cadre de cette disposition;

— la cotisation versée au Fonds social « Old Timer » en application de la convention collective de travail dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée « plan tandem ».

Art. 5. A l'article 35, § 2, 4^e alinéa, les termes : « tout document concernant les vacances des travailleurs manuels » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 40, § 3 et 4, le terme « ouvrier » est remplacé par le terme « technicien ».

Art. 7. L'annexe 2 du même arrêté est complétée comme suit :

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Sont déduites des dépenses admissibles :

— les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles sont octroyées pour couvrir précisément les mêmes charges que celles prises en compte au terme du présent arrêté, à l'exception des montants octroyés dans le cadre du congé-éducation et des interventions en vue de compenser la perte de rendement du travailleur;

— les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant d'opérations d'appel de fonds privés et de ventes de produits à l'extérieur du centre. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

— les charges relatives à l'organisation d'opérations d'appel de fonds privés et de ventes de produits à l'extérieur du centre. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009, à l'exception de l'article 4, § 1 et 2, qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2009 et des articles 5 et 6 qui produiront simultanément leurs effets à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif de l'arrêté du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 12 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle tel que modifié.

Art. 9. Le membre du Collège compétent en matière de Politique d'Aide aux Personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 mars 2009.

Par le Collège :

B. CEREXHE,

Président du Collège

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1518

[C - 2009/31216]

19 MAART 2009. — Besluit 2008/1585 houdende wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen zoals gewijzigd – 2e lezing

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op de artikelen 36, 37, 38, 64 en 70;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen zoals gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002, 1 april 2004, 14 juli 2005, 22 september 2005, 24 november 2006 en 21 november 2007;

Gelet op het advies van de Afdeling Gehandicapten' van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 10 december 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van het Collegelid bevoegd voor Begroting;

Gelet op het advies nr. 45.880/4 van de Raad van State, gegeven op 18 februari 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 5, punt 17 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen zoals gewijzigd wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 17. zich onderwerpen aan de door het bestuur uitgevoerde bezoeken en gecoördineerde controles en het bestuur elk bewijsstuk bezorgen dat het nodig heeft voor de uitoefening van zijn controle; »

Art. 3. Artikel 6, punt 6 en punt 11 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen zoals gewijzigd wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6. een kopie van de akten betreffende de benoeming van de afgevaardigde belast met de vertegenwoordiging en van de afgevaardigde belast met het dagelijks beheer; »

« 11. een kopie van het verzekeringscontract inzake burgerlijke aansprakelijkheid' voor deze personeelsleden, met inbegrip van de vrijwilligers, en voor de opgevangen of de gehuisveste personen met een handicap; »

Art. 4. Artikel 32, punt 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer, bij de aanwerving van een nieuwe werknemer in het psychologische, opvoedende, heropvoedende en sociale team, de gemiddelde anciënniteit van dat team in het desbetreffende centrum, in functie van de betoelaagde voltijdse equivalenten, aan de vooravond van de aanwerving van de nieuwe werknemer, meer dan tien jaar bedraagt, dan wordt de toelage voor de personeelskosten voor die werknemer geplafonneerd tot de kosten die overeenstemmen met die van een werknemer met maximaal vijf jaar anciënniteit. Wanneer de nieuwe werknemer de functie van hoofdopvoeder, opvoeder-groepsleider of licentiaat in de psychologie uitoefent, dan wordt de toelage voor de personeelskosten geplafonneerd tot de kosten die overeenstemmen met die van een werknemer met maximaal tien jaar anciënniteit.

Onder nieuwe werknemer wordt verstaan de persoon van wie de prestaties in het kader van zijn vorige arbeidsovereenkomst niet uitgeoefend werden in een centrum, een onderneming of een dienst die/dat erkend is in het kader van het decreet van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

De toelage voor de personeelskosten van een werknemer die een maatregel met betrekking tot de indeling van het einde van de beroepsloopbaan geniet, het zogenaamde Plan Tandem', wordt toegekend voor hetzelfde aantal prestaties als het aantal dat hij presteerde voordat hij zijn arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking verminderde.

Het aantal betaalde prestaties van de werknemer die aangeworven is ter vervanging van de werknemer die zijn arbeidsprestaties van een voltijdse of een drie vierde betrekking naar een halftijdse betrekking verminderde, wordt niet in aanmerking genomen.

Worden beschouwd als toelaatbare uitgaven van de toelage voor de personeelskosten van een werknemer die een maatregel met betrekking tot de indeling van het einde van de beroepsloopbaan geniet, het zogenaamde Plan Tandem' :

— de kosten verbonden aan de werknemer die een maatregel met betrekking tot de indeling van het einde van de beroepsloopbaan geniet, het zogenaamde Plan Tandem';

— de kosten verbonden aan de werknemer die aangeworven is ter vervanging van de werknemer die zijn arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking verminderde in het kader van deze bepaling;

— de bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds Old Timer' krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst in de termen waarin die afgesloten werd binnen het Paritair Comité 319.02 tot invoering van bepalingen betreffende de indeling van het einde van de beroepsloopbaan, het zogenaamde Plan Tandem'. »

Art. 5. In artikel 35, § 2, 4e lid, worden de woorden « alle documenten betreffende de vakantie van de handarbeiders; » geschrapt.

Art. 6. In artikel 40, §§ 3 en 4, wordt het woord « arbeider » vervangen door het woord «technicus».

Art. 7. Bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

De toelaatbare uitgaven worden verminderd met :

— de door de overheid verleende toelagen wanneer ze verleend zijn om precies dezelfde lasten te dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit, met uitzondering van de in het kader van het vormingsverlof toegekende bedragen en van de tussenkomsten ter compensatie van het rendementsverlies van de werknemer;

— de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van handelingen met betrekking tot de opvraging van private fondsen en de verkoop van producten buiten het centrum. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten met betrekking tot deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

— de lasten betreffende de organisatie van handelingen met betrekking tot de opvraging van private fondsen en de verkoop van producten buiten het centrum. Ze moeten per type lasten in de boekhouding opgenomen worden, net zoals de opbrengsten die uit de organisatie van deze handelingen verkregen worden. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009, met uitzondering van het artikel 4, §§ 1 en 2, dat in werking treedt op 1 juli 2009, en de artikelen 5 en 6, die in werking zullen treden op het ogenblik van de inwerkingtreding van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 12 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetgevingen betreffende de toelagen toegekend in de sector van het gezondheidsbeleid en de bijstand aan personen en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de sectoren van bijstand aan personen, gezondheid, gehandicapte personen en socio-professionele integratie zoals gewijzigd.

Art. 9. Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 maart 2009.

Namens het College :

B. CEREXHE,
Voorzitter van het College.

Mevr. E. HUYTEBROECK,

Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap.